

**ARRÊTÉ n° 24013DGS**

Le Maire de la commune de Saint Laurent de Mure,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2023 fixant à 7 le nombre des adjoints au Maire de Saint Laurent de Mure,

Vu la délibération du conseil municipal n°041/2020 en date du 11 juin 2020 portant délégation du conseil municipal au Maire au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal de Saint Laurent de Mure en date du 26 mai 2020 au cours de laquelle *Madame Delphine DESCOMBES* a été élu en qualité de 6<sup>ème</sup> adjointe,

Considérant qu'en application de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

Considérant qu'aucune disposition dans la délibération du 11 juin 2020 portant délégation de compétences du conseil municipal au Maire ne fait obstacle à ce que les décisions prises en application de celle-ci puissent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18,

**A R R Ê T É**

**Article 1 :** Madame Delphine DESCOMBES, 6<sup>ème</sup> adjointe, reçoit délégation permanente de fonctions en matière de :

- Petite enfance,
- Enfance,
- Education,
- Affaires scolaires,

**Article 2 :** Madame Delphine DESCOMBES reçoit délégation pour la signature des documents suivants, dès lors qu'ils ont trait à un des domaines pour lesquels elle a reçu délégation permanente de fonction :

- Courrier
- Achats supérieurs ou égaux à 300 euros et inférieurs à 3000 euros
- Convocation de la commission « Petite enfance, enfance, éducation, jeunesse »
- Convocation à des réunions
- Convention avec les associations, organismes, institutions et acteurs intervenant dans les domaines délégués
- Décisions afférentes aux demandes de dérogation au périmètre scolaire
- Décisions d'accord ou de refus d'inscription à l'EAJE « Les Renardeaux »
- Décisions d'accord ou de refus d'inscription dans les différents accueils périscolaires, extrascolaires et accueil de loisirs
- Décisions afférentes aux demandes de PAI
- Tout certificat
- Toute déclaration
- Toute attestation

**Article 3 :** En outre, délégation permanente de signature est donnée à Madame Delphine DESCOMBES, concurremment avec les autres adjoints, l'ordre de priorité de chacun correspondant à leur ordre dans la liste des adjoints :

- Les arrêtés et tous actes pris en application de l'article L 2212-2 6° du Code Général des Collectivités Territoriales (hospitalisations et soins psychiatriques sans consentement)
- Déposer plainte au nom de la commune lorsque celle-ci est victime d'une infraction
- Constituer la commune partie civile afin d'obtenir réparation d'un préjudice qu'elle a subi
- La police des immeubles menaçant ruine avec la mise en œuvre de la procédure de péril ordinaire et la mise en œuvre de la procédure de péril imminent.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Porté à la connaissance de l'intéressée,
- Publié dans la commune de Saint Laurent de Mure,
- Inscrit au registre des actes de la mairie et publié au recueil des actes administratifs.

- Ampliation sera transmise à :
- Madame la Préfète du Rhône

**Monsieur Le Maire,**  
**Patrick FIORINI,**  
*Qui certifie, sous sa responsabilité,*  
*Le caractère exécutoire de cet arrêté.*

Voie de recours

- Le présent arrêté peut faire l'objet :
- d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
  - dans ce même délai, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.

